

## **Pourquoi la Région Auvergne Rhône-Alpes doit-elle maintenir une politique ambitieuse de coopération et de solidarité internationale ?**

**Lettre ouverte à M. Laurent WAUQUIEZ - Président de Région**

Monsieur le Président,

Depuis sa création, la Région Rhône-Alpes a toujours été active dans le domaine de la solidarité internationale et de la coopération au développement. Elle était encore il y a peu la 2<sup>ème</sup> région française en termes d'engagements financiers. **Or l'exécutif de la nouvelle Région que vous présidez vient de réduire ce budget de plus de 50% !** Il est légitime pour un nouvel exécutif d'affirmer ses choix et de les traduire dans les politiques publiques, mais les décisions prises depuis janvier, sans évaluation préalable des actions appuyées et sans dialogue aucun avec les acteurs concernés, sont brutales sur la forme et lourdes de conséquences sur le fond.

Rhône-Alpes a vu naître sur son territoire des organisations et ONG qui font aujourd'hui référence en France et à l'international telles que Handicap International, Bioforce, Agronomes et Vétérinaires sans frontières, Triangle Génération Humanitaire, Forum réfugiés et bien d'autres.. La Région a construit et porté dans la durée des partenariats avec des territoires du Mali, du Sénégal, du Burkina Faso, du Maroc, de Madagascar, du Laos ou encore du Vietnam, avec l'appui des organisations de solidarité internationale qui apportent une expertise reconnue dans de nombreux domaines : santé, eau et assainissement, agriculture et sécurité alimentaire, environnement, énergie rurale, micro-finance, lutte contre le changement climatique, commerce équitable, patrimoine, culture et tourisme, éducation et formation, soutien à des PME et TPE, etc. **Cette coopération internationale mobilise aujourd'hui au sein de nos organisations plus de 100 000 bénévoles et 1500 salariés.**

Sur le territoire Auvergne Rhône-Alpes, nos organisations assurent également de nombreuses actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale auprès du grand public, des lycéens et des étudiants, mais aussi d'acteurs économiques, favorisant ainsi une meilleure compréhension des enjeux mondiaux. Les échanges entre territoires ont créé des mises en relation d'acteurs très divers et des opportunités de partenariat, y compris économiques : prestations d'expertise, activités commerciales, etc..

La coopération décentralisée et la solidarité internationale doivent aujourd'hui s'inscrire dans la lecture des enjeux de notre monde : sécurité, développement, lutte contre le changement climatique, gouvernance. Autant d'enjeux traduits dans les Objectifs de Développement Durable adoptés en 2015 par l'ensemble des membres des Nations unies, et qui imposent une mobilisation de tous (Etats, collectivités territoriales, associations et secteurs privés) alors que l'interdépendance entre nos territoires et ceux du Sud s'est fortement accrue. Les migrations massives de populations vers l'Europe, dans des situations dramatiques et choquantes, n'en sont qu'une des nombreuses illustrations. Pourtant les premiers signaux donnés par votre exécutif de réduire drastiquement l'implication de la Région dans la coopération au développement font courir non seulement de nombreux risques aux territoires partenaires des pays concernés, en particulier les plus vulnérables, avec une très probable diminution qualitative et quantitative des services essentiels disponibles pour les populations. Mais ils compromettent également l'accès à d'autres financements nationaux et internationaux et entraîneront des suppressions d'emplois au sein même de notre territoire, voire la disparition pure et simple de certaines de nos associations.

Nous croyons encore et toujours à une Région exemplaire et solidaire à l'international, parce que conscients que notre avenir dépend aussi de celui des territoires avec lesquels nous coopérons. Nous ne pouvons nous résoudre à des coupes budgétaires qui mettent en péril des dynamiques de développement construites depuis plus de trente ans, porteuses de sens et d'efficacité en région comme dans les territoires partenaires, qui mettent en péril le tissu associatif régional du secteur de la coopération au développement et de la solidarité internationale, et qui ne tiennent aucunement compte des compétences développées au sein des équipes salariées et bénévoles de ses acteurs.

Début février, nous vous avons sollicité pour une rencontre, sans suite à ce jour. Nous réitérons notre demande de vous rencontrer pour renouer le dialogue entre l'exécutif régional et nos associations.

**Les Directeurs et Présidents des associations suivantes :**

ADOS

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières

Aides et Découvertes

Aide Médicale et Développement

Amidia

Artisans du Monde Rhône Alpes

Bioport

CADR (Collectif des Association de Développement en Auvergne-Rhône-Alpes)

Centre d'Information Inter-Peuples

CIEDEL

Collectif des Associations de Solidarité Internationale du Grésivaudan

Coup de soleil

CRAterre

Cultures et développement

Ecole de la paix

Entrepreneurs du Monde

Forum réfugiés / Cosi

Groupe URD

Handicap International

Humacoop

Humatem

Médecins du Monde Délégation Auvergne-Rhône-Alpes

Santé diabète

SCD (Service de Coopération au Développement)

Smara

Tetraktys

Triangle Génération Humanitaire

WECF